

ARRETE N°A2024_109

Arrêté interdisant à titre temporaire l'ouverture des commerces excepté les établissements de 1ère, 2ème et 3ème catégories, les restaurants, les boulangeries et les pâtisseries entre 21h30 et 6h00

LE MAIRE DE BONDY,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1 et L. 2212-2 relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de police,

VU le code de la santé publique et notamment les articles R. 1336-4 et suivants relatifs à la prévention des risques liés au bruit ainsi que les articles L. 3311-1 et suivants relatifs à la lutte contre l'alcoolisme,

VU le code pénal et notamment l'article R. 610-5 sanctionnant d'une contravention de 2ème classe le non-respect des arrêtés de police,

VU le code de la sécurité intérieure et notamment l'article L. 511-1,

VU l'arrêté préfectoral n°99-5493 en date du 30 décembre 1999 relatif à la lutte contre le bruit, modifié par l'arrêté préfectoral n°00-2796 en date du 18 juillet 2000,

VU l'arrêté préfectoral n°2016-4124 du 7 décembre 2016 fixant les horaires d'ouverture et fermeture des débits de boissons et des restaurants dans le département de la Seine-Saint-Denis,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 2212-2 du code général des collectivités territoriales, la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques, et que celle-ci comprend notamment la répression des « *atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, les troubles de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique* »,

CONSIDERANT que les commerces, ouverts tard le soir, contribuent, pour certains d'entre eux, à attirer et à fixer de nombreuses personnes sur la voie publique,

CONSIDERANT que les attroupements de personnes près de ces lieux de vente constituent un risque pour la sécurité et la tranquillité publiques et créent un contexte favorable à la délinquance de manière générale et aux rixes en particulier,

CONSIDERANT que les riverains se plaignent des nuisances provoquées par l'ouverture tardive des épiceries et autres commerces d'alimentation (bruit, personnes en état d'ivresse sur la voie publique, rixes, vente de stupéfiants...),

CONSIDERANT que ces atteintes à l'ordre public contraignent effectivement les polices municipale et nationale à intervenir très régulièrement, dans de nombreux quartiers de la commune,

CONSIDERANT qu'il est ainsi établi, compte tenu des plaintes des riverains, lesquelles sont corroborées par les contrôles et enquêtes effectués par les services des police municipale et nationale, que l'ouverture de certains commerces crée des troubles graves et répétés à l'ordre public,

CONSIDERANT que pour sauvegarder la tranquillité et la sécurité publiques, il y a lieu de réglementer sur le territoire de la commune de Bondy les horaires d'ouverture et de fermeture des commerces d'alimentation générale,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'ouverture de tous types de commerces, excepté les établissements de 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} catégories, les restaurants, les boulangeries et les pâtisseries, est strictement interdite entre 21 heures 30 et 6 heures sur l'ensemble du territoire de la commune de Bondy, pour une durée de 6 mois à compter de la publication et de la transmission au contrôle de légalité du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Toute infraction au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commissaire de Police Nationale,
- Monsieur le Chef de la police municipale de Bondy.

Fait en Mairie à Bondy, le

Stephen HERVE
Maire de Bondy
Conseiller régional